

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63593

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Autor hier eine behutsame Annäherung an die Lebensgeschichten, die sich hinter diesen Zahlen verbergen.

Der Band schließt mit einem Beitrag von François TERRÉ über internationale Strafgerichtsbarkeit im 20. Jh. Der Autor verweist auf die problematischen Eingriffe in die inneren Angelegenheiten souveräner Staaten. Seine Einwände gegen die rückwirkend eingesetzten Tribunale für Jugoslawien und Ruanda – » tant le financement que la composition des juridictions ont été contraires aux principes élémentaires du droit« – trägt Terré mit großer Schärfe vor. Kaum noch nachvollziehbar ist seine Kritik an der Einrichtung eines ständigen Internationalen Gerichtshofs in Den Haag. Fünfzig Jahre nach dem Nürnberger Prozeß wirkt das Beharren auf dem Recht, ungestraft Verbrechen an der eigenen Bevölkerung begehen zu dürfen, merkwürdig anachronistisch.

Ein Gesamturteil fällt schwer. Ein wenig zu beliebig wirkt die Auswahl, die neben quellen-sättigten Spezialstudien (»Le cas du syndicalisme unitaire«) auch sehr persönliche Texte umfaßt. Für den deutschen Leser von besonderem Interesse ist vermutlich die biographische Recherche des Herausgebers LE ROY LADURIE über seinen Großvater, einen Offizier, dessen Karriere 1902 vor dem Kriegsgericht in Nantes ein plötzliches Ende nahm. Die Geschichte des Barthélémy-Emmanuel Le Roy Ladurie, der die von der Regierung angeordnete Schließung der konfessionellen Schulen – notfalls auch mit Waffengewalt – nicht mit seinem Gewissen vereinbaren konnte, ist ein Lehrstück aus der Geschichte der Dritten Republik, deren laizistisches Staatsverständnis bis heute das französische Bildungswesen prägt.

Claudia MOISEL, München

Alexander POLLAK, Die Wehrmachtslegende in Österreich. Das Bild der Wehrmacht im Spiegel der österreichischen Presse nach 1945, Wien (Böhlau Wien) 2002, 189 p.

L'exposition de l'Institut für Sozialforschung de Hambourg, consacrée à l'implication, active et passive, de la Wehrmacht dans les crimes commis au cours de la Seconde Guerre mondiale sur le front de l'Est, fournit matière à de nombreux débats. Après une première version inaugurée dès 1995, mais retirée en 1999 suite à de vives critiques concernant, entre autres, l'authenticité de certaines photos, une nouvelle version, entièrement retravaillée et élargie, a été inaugurée en novembre 2001 à Berlin. Même si une commission d'experts a constaté la justesse de la tonalité générale de l'ancienne exposition – avec 20 photos (sur 1433) dont la légende contenait en effet des erreurs –, les historiens de Hambourg ont tenu compte des critiques portant sur l'interprétation globale et trop suggestive des crimes commis par les membres de la Wehrmacht¹. Ainsi, la nouvelle version offre un accès plus large à la thématique à travers six chapitres: le génocide commis contre les juifs soviétiques, la mort en masse des prisonniers de guerre soviétiques, la guerre du ravitaillement, la déportation et le travail forcé, la lutte contre les résistants, les représailles et exécutions d'otages.

Il n'empêche, comme déjà pour sa première édition, l'exposition est toujours à l'origine de vives réactions émanant non seulement d'anciens combattants, mais aussi des milieux de l'extrême droite. Certes, l'attentat à l'explosif perpétré en mars 1998 à Sarrebruck reste isolé. Mais l'ouverture de l'exposition dans la capitale allemande a tout de même provoqué le ras-

1 Bogdan MUSIAL, Bilder einer Ausstellung. Kritische Anmerkungen zur Wanderausstellung »Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944«, dans: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 47 (1999) p. 563–591; Krisztian UNGVARY, Echte Bilder – problematische Aussagen. Eine quantitative und qualitative Fotoanalyse der Ausstellung »Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944«, dans: Geschichte in Wissenschaft und Unterricht, 50 (1999) p. 584–595; Verbrechen der Wehrmacht. Dimensionen des Vernichtungskrieges 1941–1944, Catalogue de l'exposition, éd. Hamburger Institut für Sozialforschung, Hambourg 2002.

semblement d'environ 3300 adeptes du Nationaldemokratische Partei Deutschlands, parti d'extrême droite; manifestation donnant lieu à des affrontements avec environ 4500 ›contre-manifestants‹. Pour la troisième étape (après Bielefeld) de l'exposition, Vienne, du 9 avril au 26 mai 2002, les protestations organisées par un ›forum contre l'atteinte à la mémoire des défunts‹ (*Plattform gegen die Schändung des Andenkens Verstorbener*) ont eu comme conséquence un petit séisme politique au sein du parlement autrichien, le gouvernement ayant autorisé cette manifestation sur le *Heldenplatz*, lieu hautement symbolique de l'*Anschluß*². Le nombre limité de protestataires – environ 120 – et le nombre très supérieur – environ 3500 – de ›contre-manifestants‹ (dont certains députés de l'opposition), n'a pas pu empêcher que 51 personnes (dont 33 policiers) furent blessés au cours des affrontements entre les deux groupes.

L'Autriche se trouve ainsi projetée dans son passé: à l'époque, 1,2 millions d'Autrichiens (sur environ 8 millions d'habitants) ont servi comme soldats dans la Wehrmacht. Comment ce passé a-t-il été géré par les médias depuis la fin de la guerre? C'est précisément l'objet d'une étude publiée par un jeune chercheur viennois à l'occasion de l'ouverture de ladite exposition dans la capitale autrichienne³.

De fait, le sujet révèle toute l'ambiguïté avec laquelle les habitants de ce petit pays abordent leur passé, se plaçant comme victimes d'un côté, et braves soldats accomplissant leur devoir de l'autre. Comme le montre cette étude, dans l'immédiat après-guerre l'image d'Autrichiens victimes domine les médias: ceux-ci s'attèlent alors à distinguer entre soldats allemands (cités en référence expresse aux crimes commis par la Wehrmacht) et autrichiens enrôlés de force, et traités comme soldats de seconde classe. Au cours des années 1950, sous l'impression des récits des prisonniers de guerre rentrant au pays, dont notamment les anciens combattants de Stalingrad, l'image devient de plus en plus celle d'une ›Wehrmacht propre‹ (*saubere Wehrmacht*); la responsabilité pour les atrocités commises dans la guerre contre l'URSS incombant au seul dictateur qu'était Hitler, alors que leur exécution est attribuée aux unités SS. Le quotidien ›Neue Kronen-Zeitung‹, fondé en 1959, devient un facteur important de cette gestion du passé, s'appropriant le rôle d'un porte-parole de ceux qui réclament qu'un trait sur le passé soit définitivement tiré; tout d'ailleurs en sympathisant avec ces anciens combattants qui ne se considèrent aucunement comme victimes du Troisième Reich. Cette ligne de la ›Kronen-Zeitung‹ se trouve contrée par ›Profil‹, mensuel, puis hebdomadaire fondé au début des années 1970 selon le modèle fourni par ›Der Spiegel‹ en Allemagne, pour révéler des affaires et scandales politiques, aussi et surtout en relation avec le passé de la Seconde Guerre mondiale.

Malgré les ›années Kreisky‹, du nom du chancelier qui, pourtant juif autrichien exilé en Suède pendant la guerre, ne recule pas devant une coalition avec un parti présidé par un ancien membre de la 1^{ère} brigade d'infanterie SS (elle qui s'est distinguée par des massacres commis à l'arrière du front de l'Est), ce n'est qu'au milieu des années 1980 que les interrogations sur le passé deviennent plus pressantes, reflétées par la presse. ›L'affaire Reder‹ de 1985 (à savoir l'accueil très officiel réservé par le ministre de la défense au criminel de guerre Walter Reder, alors libéré de sa prison italienne après pression officielle du gouvernement autrichien d'alors), marque à ce titre une véritable césure. Avec la campagne pour l'élection présidentielle de mai 1986, les discussions sur le rôle des Autrichiens dans la Wehrmacht se trouvent réellement exacerbées, suite aux révélations sur le passé de Kurt Waldheim, le candidat conservateur. Au centre des interrogations se trouve la *Pflichterfüllung*, l'accomplissement du devoir envers la ›patrie‹, question qui met le doigt sur la responsabilité des

2 Cf. Ernst HANISCH, Wien, Heldenplatz, dans: Étienne FRANÇOIS, Hagen SCHULZE (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, vol. I, Munich 2001, p. 105–121.

3 Alexander POLLAK, *Die Wehrmachtslegende in Österreich. Das Bild der Wehrmacht im Spiegel der österreichischen Presse nach 1945*, Vienne 2002.

membres de la Wehrmacht pour les atrocités commises par celle-ci; c'est d'ailleurs aussi le but de l'exposition sur la Wehrmacht. Dans la presse, les prises de position s'étendent d'une »déculpabilisation« globale des soldats telle que l'exprime Victor Reimann dans la »Kronen-Zeitung« (défendant vigoureusement le candidat Waldheim), ou, de façon légèrement plus nuancée, les articles publiés dans la »Presse«, et des positions d'historiens de l'Institut für Zeitgeschichte de l'Université de Vienne, comme Gerhard Botz dans »Kurier«, soulignant le caractère inouï des »guerres de destruction« dépassant de loin les conflits ayant eu lieu jusque-là et où il s'agissait d'un simple »accomplissement du devoir du soldat«. La question de la responsabilité dans la guerre est relancée avec les anniversaires de 1988, 1989 et 1991 (»Nuit de Cristal«, début de la Seconde Guerre mondiale, attaque contre l'URSS, respectivement), et si l'auteur de cette étude observe les liens qui se sont alors établis dans la presse entre la guerre hitlérienne et la soi-disant menace émanant de l'Union soviétique, il oublie de mentionner les vifs débats qui ont lieu en parallèle, au même sujet, en Allemagne autour de l'historien Ernst Nolte. Depuis 1995, les réflexions sur la Wehrmacht dans la presse se réfèrent à l'exposition qui lui est consacrée et qui »enfreint un domaine tabou«. Si certains journaux reprennent alors les messages de l'exposition à leur compte, tout en déplorant la généralisation des accusations, d'autres, dont notamment la »Kronen-Zeitung«, critiquent violemment ce qui est qualifié de »diffamation à l'encontre d'anciens soldats« et de »chasse contre la Wehrmacht«.

On le voit: l'étude présentée par Pollak traite un sujet central de la gestion du passé de l'Autriche, quant à elle encore et toujours très souvent soupçonnée de négliger les responsabilités de ses citoyens. Encore en novembre 2000, le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel suscite un tollé, en affirmant dans un entretien avec un quotidien israélien que l'Autriche est »la première victime du nazisme« et que les nazis l'ont »prise par la violence«⁴; alors qu'un dirigeant du FPÖ, Ewald Stadler, participant le 21 juin 2002 à une »Fête du solstice« avec des militants d'extrême droite, déclare qu'elle a été en 1945 »soi-disant libérée du fascisme et de la tyrannie«, mais n'aurait retrouvé sa liberté que dix ans plus tard, avec le départ des derniers soldats soviétiques, et qu'il estime »répugnants les calculs d'épicier pour déterminer quel est le pire ou le meilleur des meurtres de masse«⁵. – Au vu de l'importance du sujet choisi, on regrette ainsi d'autant plus que, visiblement, l'auteur n'est pas à sa hauteur. Il ne paraît surtout pas maîtriser la critique des sources: pour ne citer qu'un seul exemple, on cherche en vain des indications concernant le journal »Neues Österreich«, pourtant très abondamment cité (notamment pour la période 1945–1955), alors qu'il ne figure qu'en troisième lieu d'après le nombre d'articles de journaux exploités, très loin après la »Presse«, mais aussi le »Kurier«. Il en va de même pour les différents auteurs des articles cités; à l'instar de Viktor Reimann, dont l'auteur ne révèle rien sur son identité, alors qu'il s'agit du co-fondateur du *Verband der Unabhängigen* (VdU, parti prédécesseur du FPÖ, servant de réceptacle aux anciens nazis au milieu des années 1950)⁶ et de ce fait loin d'être le »simple« éditorialiste de la »Kronen-Zeitung« que nous présente Pollak. Il en est de même pour les historiens sollicités, dont les œuvres sont ici reproduites par extraits: pour simplement »riposter« à la reproduction d'un très long texte présentant une perspective révisionniste de l'histoire, Pollak cite très abondamment Wolfram Wette, sans aucune indication concernant la personnalité de celui-ci, qui suscite pourtant lui-même régulièrement le débat. D'ailleurs, on peut se demander si la simple juxtaposition de citations peut prétendre fournir une analyse. Le lecteur a du mal à se défaire de l'impression que Pollak manque d'arguments et doit ainsi recourir au travail d'autres auteurs ... Car l'ouvrage est très répétitif et se contente souvent d'interprétations naïves des passages dont il reprend volontiers des extraits précédemment cités.

4 Cf. »Le Monde«, 1^{er} décembre 2000.

5 Cf. »Le Monde«, 9 juillet 2002.

6 Cf. Viktor REIMANN, *Die Dritte Kraft in Österreich*, Vienne e. a. (Molden) 1980.

De manière générale, dans cette publication dont la parution précipitée semble aussi répondre à l'urgence de s'aligner sur l'arrivée à Vienne de ladite exposition, on déplore le trop grand nombre de citations, trop exhaustives, qui révèlent le vide laissé par l'auteur. Une édition de documents, précédés par une introduction de sa part, aurait certainement fait l'affaire.

Barbara LAMBAUER, Paris

Peter Joachim LAPP, Ulbrichts Helfer. Wehrmachtsoffiziere im Dienste der DDR, Bonn (Bernard & Graefe) 2000, 244 S.

Die DDR hat der Bundesrepublik immer vorgeworfen, deren Bundeswehr sei von ehemaligen Angehörigen der »faschistischen« Wehrmacht aufgebaut worden. Die DDR dagegen verstand sich als der »antifaschistische« Staat auf deutschem Boden. Daß die Dinge nicht ganz so einfach lagen, hatte man im Westen immer schon gewußt, aber erst nach der Wende wurden die für die gründliche Behandlung dieses Themas erforderlichen Akten zugänglich. So könnte man von dem jetzt vorliegenden Buch des Publizisten Peter Joachim Lapp spannende neue Erkenntnisse erwarten.

Lapp beschreibt den Weg der ehemaligen Wehrmachtsoffiziere aus den sowjetischen Kriegsgefangenenlagern, wo sich die meisten von ihnen in der einen oder anderen Weise dem »Nationalkomitee Freies Deutschland« oder dem »Bund Deutscher Offiziere« zur Verfügung gestellt hatten, über die sowjetischen »Antifa-Schulen« (zumindest bei einigen) und die Einstellung in die Polizeiformationen der DDR bis hin zur militarisierten »Kasernierten Volkspolizei« und letztlich der »Nationalen Volksarmee«. Eine wichtige Rolle spielt in diesem Zusammenhang auch die Blockpartei »NDPD«, gegründet vor allem als Auffangbecken für ehemalige NSDAP-Parteimitglieder und Berufsoffiziere.

Der Autor stützt sich – neben der wesentlichen Literatur, vor allem aus dem Militärgeschichtlichen Forschungsamt – fast ausschließlich auf die Stasi-Akten der führenden Wehrmachtsoffiziere, die als Generale in der Frühphase der Kasernierten Volkspolizei und der Nationalen Volksarmee wesentlichen Einfluß nahmen; zentral sind dabei natürlich Vincenz Müller und Friedrich Paulus, dazu kommt als Schurke im Stück Bernhard Bechler, Müllers langjähriger Stellvertreter. Da aber die Akten so ganz viel doch nicht hergeben, ließ sich daraus nur so ein Buch machen, daß Lapp das wenige seitenlang im Faksimile abdruckt und es daneben noch einmal im Text fast unverändert referiert. Lapp hat früher wirklich schöne Bücher herausgebracht; die Illustrationen seines Bandes über die innerdeutsche Grenze etwa sind sehenswert. Aber den Dokumenten der frühen Stasi im Faksimile geht jede ästhetische Qualität ab, selbst der (ebenfalls abgedruckten) Quittung für einen geheimdienstlich beschafften Blumenstrauß.

Alle irgendwie systematisierenden Aussagen fehlen. Weder erfahren wir etwas über die Frage, ob Vincenz Müller wirklich – wie er es wohl wollte – der NVA spezifisch deutsche (und eben nicht sowjetische) Charakterzüge vermitteln konnte, noch zu dem Problem der Übernahme ehemaliger NS-Funktionselemente aus dem Dritten Reich in die DDR allgemein. Alles bleibt im positivistisch-anekdotenhaften stecken.

Vincenz Müller, Friedrich Paulus und anderen ist von der DDR übel mitgespielt worden, und je weiter man sich durch das Buch hindurcharbeitet, um so mehr wird das Mitleid des Autors mit diesen beiden Protagonisten spürbar. Ihre Häuser verwandt, alle sozialen Kontakte strikt reguliert, in ihrer beruflichen wie privaten Existenz den Launen der jeweils herrschenden politischen Elite unterworfen, hat das DDR-Regime sie ausgenutzt und am Ende fallen gelassen. Paulus starb vereinsamt, Müller beging Selbstmord. Fast genüsslich breitet Lapp die Schabigkeits, Bespitzelungen, Benachteiligungen durch das Staatssekretariat für Staatssicherheit aus. Fast übersieht man, daß sich Müller, Paulus, aber auch alle die anderen freiwillig, ob aufgrund tieferer Einsicht oder aus Unterwürfigkeit oder Opportu-